

Comité des travaux historiques et scientifiques.

Par arrêté du 19 janvier 1955, M. Georges Chabot, professeur à la faculté des lettres de l'université de Paris, a été nommé membre de la section de géographie du comité des travaux historiques et scientifiques, en remplacement de M. Emmanuel de Margerie, décédé.

Par arrêté du 31 janvier 1955, M. Albert Grenier, membre de l'Institut, professeur honoraire au collège de France, ancien directeur de l'école française de Rome, a été nommé membre de la commission de l'Afrique du Nord, du comité des travaux historiques et scientifiques, en remplacement de M. Louis Leschi, décédé.

Inspecteurs généraux des internats.

Par arrêté du 1^{er} février 1955, M. Torelli, inspecteur général des internats (enseignement du second degré), est admis, pour ancienneté d'âge et de services, à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 28 février 1955.

Par arrêté du 1^{er} février 1955, M. Torelli, inspecteur général des internats (enseignement du second degré), à la retraite, est nommé inspecteur général honoraire.

Par arrêté du 1^{er} février 1955, M. Alamartine (Claude-Marie-André), Intendant universitaire, affecté au ministère de l'éducation nationale, est nommé inspecteur général des internats (enseignement du second degré), en remplacement de M. Torelli, admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite (effet du 1^{er} mars 1955).

Enseignement supérieur.

Par arrêtés en date du 18 janvier 1955:

M. Lacombe, professeur à la faculté des lettres de l'université de Lille, est nommé, pour une période de trois ans à compter du 1^{er} janvier 1955, doyen de cette faculté, en remplacement de M. Jacob, admis à la retraite.

M. Nicolas, professeur à la faculté de droit de l'université de Lyon, est nommé, pour une période de trois ans, doyen de cette faculté, à compter du 1^{er} décembre 1954.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

Examen de directeur de colonies de vacances.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret n° 51-41 du 6 janvier 1954 concernant les diplômes d'Etat de moniteurs et de directeurs de colonies de vacances;

Vu l'avis émis par le comité de perfectionnement pédagogique dans sa séance du 7 janvier 1955;

Sur proposition du directeur général de la jeunesse et des sports,

Arrête:

Art 1^{er}. — Des dérogations pourront être accordées à titre exceptionnel et non renouvelable en 1955 en vue de l'inscription à l'examen de directeur de colonies de vacances des candidats âgés de plus de trente-cinq ans au 1^{er} juillet 1955 non titulaires du diplôme de moniteur, mais justifiant de la direction effective de trois colonies de vacances depuis le 1^{er} juillet 1945.

Art. 2. — Les intéressés devront, sous peine de forclusion, faire parvenir leur demande accompagnée des références au service académique de la jeunesse et des sports de leur résidence avant le 1^{er} mars 1955.

Art. 3. — Les dérogations seront accordées par décision ministérielle après examen des références par une commission composée comme suit:

L'inspecteur général des colonies de vacances, président;
Un représentant des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (C. E. M. E. A.);
Un représentant de l'Union française des colonies de vacances (U. F. C. V.).

Art. 4. — Le directeur général de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 24 janvier 1955.

Pour le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports et par délégation:

Le directeur du cabinet,
PIERRE MIOT.

Ouverture, en 1955, du concours de recrutement d'adjoints des services économiques des établissements d'enseignement public relevant du ministère de l'éducation nationale.

Le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé des relations avec les Assemblées et de la fonction publique,

Vu le décret n° 50-1551 du 19 décembre 1950 créant un corps de fonctionnaires des services économiques;

Vu l'article 29 de la loi n° 51-398 du 21 mai 1951 abrogeant l'article 14 de la loi n° 48-1137 du 11 septembre 1948;

Vu le décret n° 52-461 du 28 avril 1952 portant limitation du recrutement des personnels de l'Etat;

Vu le décret n° 53-1118 du 17 novembre 1953 et l'article 3 de la loi n° 53-1310 du 31 décembre 1953 relatifs aux personnels des services des affaires allemandes et autrichiennes;

Sur la proposition des directeurs généraux de l'enseignement du second degré, de l'enseignement technique, de l'enseignement du premier degré, de la jeunesse et des sports,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Est autorisée l'ouverture, en 1955, du concours de recrutement d'adjoints des services économiques des établissements d'enseignement public relevant du ministère de l'éducation nationale.

Art. 2. — Le nombre de postes mis au concours est fixé à trois cents deux, dont cent quatre-vingt-dix-sept pour les candidats et quatre-vingt dix pour les candidates.

A l'issue des épreuves orales, une liste supplémentaire sera établie, qui permettra de pourvoir les postes qui resteraient vacants à la suite de la démission de candidats déclarés admis.

Art. 3. — Quinze postes, dont onze pour les candidats et quatre pour les candidates, seront réservés aux personnels des affaires allemandes et autrichiennes, en application de l'article 3 de la loi n° 53-1310 du 31 décembre 1953 et du décret n° 53-118 du 17 novembre 1953 relatifs aux affaires allemandes et autrichiennes.

Art. 4. — Le directeur général de l'enseignement technique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 février 1955.

Le ministre de l'éducation nationale,
Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet,
MATTEO CONNET.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique,
à la jeunesse et aux sports,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

Le directeur du cabinet,
PIERRE MIOT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
chargé des relations avec les Assemblées et
de la fonction publique,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

Le directeur de la fonction publique,
PIERRE CHATENET.

Liste, par ordre de mérite, des élèves de l'institut industriel du Nord de la France, établissement reconnu par l'Etat, 17, rue Jeanne-d'Arc, à Lille, ayant obtenu à la session de juillet 1954 le diplôme d'ingénieur civil.

(Décision ministérielle du 19 janvier 1955.)

MM.	Romand (André).	Demazure (Edouard).
Burelle (Jean).	Delannoy (Pierre).	Razemon (Francis).
Delebarre (Bernard).	Hamel (Michel).	Fleury (Jacques).
Petit (Philippe).	Cassagne (Pierre).	Chauveau (Jacques).
Peuch (François).	Barthélemy (André).	Colin de Verdière
Valentin (André).	Franck (Edmond).	(Léon).
Berniolles (Jean).	Claeysens (Paul).	Tisserand (Jean).
Delaouste (Jean).	Cattelain (Jean).	Hermant (Marc).
Lejare (Jean).	Rosignol (Domi-	Lefort (Daniel).
Pache (Marcel).	nique).	Reant (Jean).
Lemoine (Jean).	Thery (Gérard).	Repoux (Guy).
Lambots (André).	Pelee (Jean).	Delette (Emile).
Sentuc (Pierre).	Haudrechy (Yves).	Asselin de Willen-
Bellier (Michel).	Hymans (Philippe).	court (Claude).
Lecœuvre (Jacques).	Canterot (Guy).	Cerutti (Robert).
Krafft (Jean).	Thuet (Michel).	Soetemondt (Henri).
Dardenne (Jean).	Vennin (Jean).	Hugues (Serge).
Billard (Jean).	Brosselard-Faidherbe	Delandre (Michel).
Gourlet (Joseph).	(François).	Lerouge (Claude).
Pagny (Paul).	Dumont (Michel).	De Cordoue (Roger).
Ruhard (Rodolphe).	Remont (Jean).	Dufrenoy (Henri).
Godefroy (Bernard).	Cremers (Jacques).	Simon (Jacques).
Reblewski (Raymond).	Spilliaert (Miche).	Marquise (Jean).
Guinamard (Elienne).	Latargez (Louis).	Doprez (Henri).
Salle (Olivier).	Hugot (André).	Sorez (Jean-Claude).
Pauwels (Pierre).	Colas (André).	Barthelet (Jacques).